

Bujumbura récuse les trois experts sur les droits l'Homme onusiens

@rib News, 25/11/2016   Source Belga Le gouvernement burundais a récusé jeudi la nouvelle commission d'experts des Nations unies chargée d'enquêter sur les violations des droits de l'homme commises dans ce pays d'Afrique centrale, a rapport  l'agence de presse Net Press, citant une source officielle. "Cela était prévisible, le gouvernement a décidé de ne pas collaborer avec la nouvelle commission d'enquête des Nations unies chargée d'enquêter sur les violations des droits de l'homme au Burundi depuis avril 2015, la date du début de la crise politico-sécuritaire liée au troisième mandat controversé" du président Pierre Nkurunziza, a indiqué ce média, citant une source proche de la présidence ayant requis l'anonymat.

Le président du Conseil des droits de l'homme, Choi Kyong-Lim, a désigné mardi les trois membres de la Commission d'enquête de l'ONU sur le Burundi, qui seront dirigés par l'Algérien Fatsah Ouguerouz. Il sera entouré de l'avocate béninoise Reina Alapini Gansu, rapporteuse spéciale des droits de l'homme de l'Union africaine (UA), et de la spécialiste britannique des droits de l'homme Françoise Hampson. Le Conseil des droits de l'homme avait décidé fin septembre le lancement de cette commission pour un an pour garantir le suivi de la précédente Mission d'enquête indépendante sur les violences entamées avec le processus électoral. La nouvelle structure devra se prononcer en mars et juin 2017 devant le Conseil, avant un rapport final en septembre. Le Burundi est plongé dans une grave crise depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat controversé, qu'il a obtenu en juillet suivant au terme d'une élection boycott e par l'opposition. Des violences ont fait plus de 1.000 morts, 8.000 personnes détenues pour des motifs politiques, 300 à 800 disparus, et ont poussé plus de 300.000 personnes à l'exil, selon la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH).